

COLLECTION | MANAGEMENT PUBLIC  
ET GOUVERNANCE

# LES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX CANADIENS

*L'INFLUENCE DES PARTIS  
POLITIQUES, DES ÉLECTIONS  
ET DE L'OPINION PUBLIQUE*

Geneviève Tellier

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL







# **Les dépenses des gouvernements provinciaux canadiens**

**L'influence des partis politiques,  
des élections et de l'opinion publique  
sur la variation des budgets publics**

## Collection Management public et gouvernance

Sous la direction de Donald J. Savoie

Sous la responsabilité de l'Institut d'administration publique du Canada, cette collection a pour but d'encourager la publication d'ouvrages de langue française sur les divers aspects de l'administration publique à tous les niveaux: fédéral, provincial, régional et municipal. On s'y intéresse notamment aux nouveaux défis que doivent relever les divers paliers de gouvernements dans une conjoncture de changements rapides et incessants, et aux enjeux auxquels font face les gestionnaires.

On y accueille des études et des essais portant autant sur les aspects théoriques que sur la pratique de la gestion publique, et qui sont destinés à un public élargi comprenant aussi bien des praticiens que des professeurs, chercheurs et étudiants des sciences de l'administration publique.

GENEVIÈVE TELLIER

**Les dépenses  
des gouvernements  
provinciaux canadiens**

**L'influence des partis politiques,  
des élections et de l'opinion publique  
sur la variation des budgets publics**

Les Presses de l'Université Laval

*Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société d'aide au développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.*

*Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.*

Mise en pages : Danielle Motard  
d.motard@videotron.ca

Maquette de couverture : Charaf El Ghernati

© Les Presses de l'Université Laval 2005  
Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
ISBN 2-7637-8190-X

Distribution de livres Univers  
845, rue Marie-Victorin  
Saint-Nicolas (Québec)  
Canada G7A 3S8  
Tél. (418) 831-7474 ou 1 800 859-7474  
Télec. (418) 831-4021  
<http://www.ulaval.ca/pul>

*À Guy*



# Table des matières

Signes utilisés pour les tableaux et les figures .....	XII
Liste les tableaux .....	XIII
Liste des figures .....	XVII
Avant-Propos .....	1
<b>Chapitre 1 Introduction à l'analyse des dépenses publiques .....</b>	<b>3</b>
1.1 La taille et la composition des dépenses du secteur public .....	3
1.1.1 Un regard sur les dépenses publiques à travers le monde .....	4
1.1.2 Les dépenses des administrations publiques au Canada .....	8
1.2 L'état actuel de nos connaissances .....	19
1.2.1 Le phénomène de la croissance des dépenses publiques .....	19
1.2.2 L'analyse des dépenses publiques canadiennes .....	24
1.3 Des pistes de recherche à explorer .....	29
<b>Chapitre 2 Les dépenses des administrations publiques provinciales canadiennes ...</b>	<b>33</b>
2.1 Les dépenses publiques et leurs mesures.....	33
2.1.1 Les dépenses publiques exprimées en dollars courants .....	35
2.1.2 Les dépenses publiques exprimées en dollars constants.....	36
2.1.3 Les dépenses publiques provinciales par habitant .....	39
2.1.4 Les dépenses publiques exprimées en pourcentage du PIB.....	40

2.2	Les similitudes et les différences entre les provinces .....	43
2.3	Pourquoi les dépenses publiques varient-elles d'une année à l'autre? .....	58
<b>Chapitre 3</b>	<b>À la recherche d'une explication .....</b>	<b>67</b>
3.1	Les thèses en présence .....	67
3.1.1	La contribution des économistes .....	68
3.1.2	L'apport des autres disciplines des sciences sociales .....	77
3.2	Le choix d'une explication .....	83
3.3	L'hypothèse de Frey et Schneider.....	87
<b>Chapitre 4</b>	<b>L'influence des partis politiques, des élections et de l'opinion publique ..</b>	<b>95</b>
4.1	L'idéologie partisane .....	95
4.2	Le cycle électoral.....	101
4.3	La popularité des gouvernements provinciaux.....	108
4.4	L'interaction entre l'idéologie, les élections et la popularité .....	110
4.4.1	La méthode d'analyse .....	111
4.4.2	Les résultats de l'analyse statistique .....	117
	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>147</b>
<b>Annexe A</b>	<b>Les sources de données des dépenses des administrations publiques provinciales .....</b>	<b>155</b>
	Le Système de gestion financière de Statistique Canada .....	155
<b>Annexe B</b>	<b>La mesure des dépenses publiques provinciales en dollars constants.....</b>	<b>179</b>
1.1	Dépenses courantes nettes en biens et services, moins provision pour consommation de capital.....	184
1.2	Transferts courants aux particuliers .....	186
1.3	Transferts courants aux entreprises .....	186
1.4	Transferts courants à l'administration fédérale .....	187
1.5	Transferts courants aux administrations locales.....	188
1.6	Intérêts sur la dette publique :.....	188
1.7	Total des dépenses courantes.....	189
1.8	Transferts nets de capitaux aux entreprises.....	189

1.9	Acquisition de capital non financier .....	190
1.10	Investissement en capital fixe .....	190
1.11	Actifs existants .....	191
1.12	Total des dépenses d'investissement .....	191
1.13	Dépenses publiques totales.....	192
2.1	Dépenses courantes en biens et services, moins provision pour consommation de capital .....	193
2.2	Transferts courants aux particuliers .....	193
2.3	Transferts courants aux entreprises, subventions .....	193
2.4	Transferts courants aux administrations locales.....	194
2.5	Transferts courants aux hôpitaux .....	194
2.6	Service de la dette publique.....	194
2.7	Total des dépenses courantes.....	195
2.8	Transferts courants aux entreprises, subventions d'équipement ....	195
2.9	Investissement en capital fixe .....	195
2.10	Total des dépenses d'investissement .....	196
2.11	Dépenses publiques totales.....	196
Annexe C	La mesure de la popularité des gouvernements provinciaux .....	201
Annexe D	Les gouvernements provinciaux au Canada, 1971-2002.....	217
Annexe E	Pourcentage des votes reçus par les principaux partis politiques lors des élections provinciales, 1971-2002 (partis ayant reçu plus de 5 % des votes à l'une des élections présentées).....	221
Annexe F	Classification des dépenses publiques telle que définie par Statistique Canada pour son enquête sur les finances du secteur public .....	227
Bibliographie .....		231
Index .....		253

## SIGNES UTILISÉS POUR LES TABLEAUX ET LES FIGURES

...	donnée non disponible
—	ne s'applique pas
..	zéro ou néant
e	estimation

# Liste des tableaux

Tableau 1.1	Dépenses publiques provinciales et locales, par province, 1990 et 2000.....	18
Tableau 2.1	Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon différentes mesures, 1950-1998 .....	42
Tableau 2.2	Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques provinciales mesurées en dollars courants, par province (en pourcentage).....	52
Tableau 2.3	Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques provinciales mesurées en dollars constants, par province (en pourcentage) .....	52
Tableau 2.4	Taux de croissance moyen annuel des dépenses des administrations publiques provinciales par habitant, par province (en pourcentage) .....	53
Tableau 2.5	Taux de croissance annuel moyen des dépenses des administrations publiques provinciales en pourcentage du PIB provincial, par province (en pourcentage) .....	53
Tableau 3.1	Les neuf modes d'explications des dépenses publiques selon Tarschys.....	83
Tableau 4.1	Budget annuel moyen des gouvernements provinciaux, 1981-2001 .....	97

Tableau 4.2	Corrélation entre les dépenses publiques et la popularité des gouvernements, par province (1981-2001) .....	109
Tableau 4.3	Résultats des analyses de régression, dépenses provinciales totales, 1983-1995.....	119
Tableau 4.4	Régression bivariée entre le montant des dépenses et celui des recettes des administrations publiques provinciales, 1965-1995 .....	121
Tableau 4.5	Composition des recettes des administrations publiques provinciales, en millions de dollars et en pourcentage des dépenses totales, 1998.....	123
Tableau 4.6	Résultats des analyses de régression, dépenses provinciales totales, 1990-2000.....	127
Tableau 4.7	Dettes des administrations publiques provinciales générales, en pourcentage du PIB, 1981-2000 .....	129
Tableau 4.8	Résultats des analyses de régression, les dépenses des partis de gauche, 1990-2000 .....	131
Tableau 4.9	Résultats des analyses de régression, les dépenses désagrégées, 1983-1995 .....	136
Tableau 4.10	Résultats des analyses de régression, dépenses désagrégées, 1990-2000 .....	139
Tableau A.1	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars courants, 1950-1969 (en millions de dollars).....	163
Tableau A.2	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars courants, 1965-1995 (en millions de dollars).....	164
Tableau A.3	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars courants, 1988-2002 (en millions de dollars).....	165
Tableau A.4	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars constants, 1950-1969 (en millions de dollars de 1971) .....	166
Tableau A.5	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars constants, 1971-1995 (en millions de dollars de 1986) .....	167
Tableau A.6	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars constants, 1988-1998 (en millions de dollars de 1992) .....	168

Tableau A.7	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en dollars constants, 1988-2001 (en millions de dollars de 1997) .....	169
Tableau A.8	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales par habitant, 1950-1969 (dollars constants de 1971) .....	170
Tableau A.9	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales par habitant, 1971-1995 (dollars constants de 1986) .....	171
Tableau A.10	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales par habitant, 1988-1998 (dollars constants de 1992) .....	172
Tableau A.11	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales par habitant, 1988-2001 (dollars constants de 1997) .....	173
Tableau A.12	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en pourcentage du PNB provincial, 1950-1969 (dollars constants de 1971) .....	174
Tableau A.13	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en pourcentage du PIB provincial, 1971-1995 (dollars constants de 1986) .....	175
Tableau A.14	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en pourcentage du PIB provincial, 1988-1998 (dollars constants de 1992) .....	176
Tableau A.15	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales en pourcentage du PIB provincial, 1988-2001 (dollars constants de 1997) .....	177
Tableau B.1	Classification des dépenses des administrations publiques suite à la révision historique de 1997 et choix des indices de prix .....	184
Tableau B.2	Classification des dépenses des administrations publiques avant la révision historique de 1997 et choix des indices de prix .....	192
Tableau B.3	Indices de prix du secteur public, 1950-1969 (1971 = 100) .....	197
Tableau B.4	Indices de prix du secteur public, 1971-1995 (1986 = 100) .....	198
Tableau B.5	Indices de prix du secteur public, 1981-1998 (1992 = 100) .....	199
Tableau B.6	Indices de prix du secteur public, 1981-2001 (1997 = 100) .....	200
Tableau C.1	Intentions de votes des électeurs sur la scène politique provinciale, selon l'enquête de Insight Canada, 6-20 janvier 1992 .....	208

Tableau C.2	Intentions de vote des électeurs, sur la scène politique provinciale, au premier trimestre de 1992.....	209
Tableau C.3	Données brutes annuelles, popularité des gouvernements provinciaux canadiens, 1981-2001 .....	210

# Liste des figures

Figure 1.1	Taille des dépenses publiques des pays de l'OCDE, en pourcentage du PIB, 1900 et 2000 .....	6
Figure 1.2	Dépenses des administrations publiques canadiennes, selon les principales fonctions, diverses années.....	11
Figure 1.3	Dépenses des administrations publiques canadiennes, par palier de gouvernement, 2000 (estimations révisées) .....	15
Figure 1.4	Dépenses des administrations publiques canadiennes, par palier de gouvernement, 1960-2002.....	16
Figure 2.1	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales au Canada en dollars courants, 1950-1998.....	36
Figure 2.2	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales au Canada en dollars constants, 1950-1998.....	37
Figure 2.3	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales au Canada par habitant, 1950-1998 .....	38
Figure 2.4	Dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales au Canada en pourcentage du PIB, 1950-1998 .....	41
Figure 2.5	Dépenses publiques totales en dollars courants, 1950-1998, par province (millions de dollars) .....	48

Figure 2.6	Dépenses publiques totales en dollars constants, 1950-1998, par province (en millions de dollars de 1971, 1986 et 1992) .....	49
Figure 2.7	Dépenses publiques totales en dollars constants par habitant, 1950-1998, par province (en millions de dollars de 1971, 1986 et 1992) .....	50
Figure 2.8	Dépenses publiques totales en pourcentage du PIB provincial, 1971-1998, par province (en dollars de 1986 et 1992) .....	51
Figure 2.9	Pourcentage de variations annuelles des dépenses publiques totales en dollars courants, 1951-1998, par province .....	54
Figure 2.10	Pourcentage de variations annuelles des dépenses publiques totales en dollars constants, 1951-1998, par province (dollars de 1971, 1986 et 1992) .....	55
Figure 2.11	Pourcentage de variations annuelles des dépenses publiques totales par habitant, 1951-1998, par province (dollars de 1971, 1986 et 1992) .....	56
Figure 2.12	Pourcentage de variations annuelles du ratio de dépenses publiques par rapport au PIB, 1971-1998, par province (dollars de 1986 et 1992) .....	57
Figure 3.1	Présentation schématique des principaux courants traitant des dépenses publiques selon Bird .....	79
Figure 4.1	Dépenses publiques, cycles électoral et partisan et popularité, 1981-2000, par province .....	103
Figure A.1	L'univers du secteur public, 1965-1995 .....	161
Figure A.2	L'univers du secteur public, 1988-aujourd'hui .....	162
Figure C.1	Écart de popularité des gouvernements du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, 1982-1998 .....	213

## Avant-Propos

En 1970, l'Association canadienne d'études fiscales publiait dans sa collection la monographie « *The Growth of Government Spending in Canada* », écrite par le professeur Richard Bird. Cette étude majeure traitant des déterminants des dépenses publiques canadiennes est encore à ce jour un ouvrage de référence inégalé. L'auteur y effectue une recension exhaustive des explications qui ont été proposées au fil des ans afin d'expliquer la taille des dépenses gouvernementales, et présente un vaste éventail de données permettant de chiffrer les sommes dépensées par les administrations publiques depuis les débuts de la Confédération. Cependant, depuis les trente dernières années, plusieurs nouvelles thèses ont été proposées afin de mieux comprendre le phénomène. Parmi celles-ci, les thèses de l'approche des choix rationnels (*Public Choice*) ont sans doute été celles qui ont le plus retenu l'attention des analystes des finances publiques.

Popularisée à la fin des années soixante-dix, le courant des choix rationnels utilise les outils d'analyse développés par la science économique pour expliquer des phénomènes d'ordre politique. Si on lui a souvent reproché son caractère normatif (on l'a fréquemment mis au banc des accusés pour avoir, semble-t-il, inspiré les politiques néo-libérales de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher), il n'en demeure pas moins que cette théorie adopte une méthodologie scientifique rigoureuse reconnue par l'ensemble de la communauté scientifique (pour une discussion plus élaborée sur ce thème, voir Dunleavy, 1991). L'objectif du présent ouvrage est donc d'explorer certaines des hypothèses issues du courant des choix

rationnels pour vérifier si elles peuvent expliquer la taille des dépenses publiques provinciales canadiennes. Ainsi, sans prétendre chercher à reproduire l'analyse de Bird, nous espérons que notre étude contribuera à l'avancement de nos connaissances à propos du phénomène des finances publiques au Canada.

Pendant la rédaction de cette étude, j'ai bénéficié de l'appui de plusieurs personnes que je voudrais remercier. En premier lieu, j'exprime ma reconnaissance à M. Louis Imbeau qui a vu le projet prendre forme dès ses débuts. Ses commentaires et suggestions ont été d'une précieuse aide tout au long de la rédaction. Je remercie M. Robert Young dont l'enthousiasme certain pour ce projet a été une grande source de motivation. j'adresse aussi mes remerciements à Messieurs Jean Crête, François Pétry et Marc Van Audenrode, ainsi qu'aux évaluateurs anonymes qui ont lu les premières versions de cet ouvrage et dont les commentaires ont permis de préciser plusieurs points sans doute tenus pour acquis trop rapidement. Il va sans dire que toute erreur est de ma propre responsabilité. Enfin, je ne saurai passer sous silence l'appui financier qui m'a été fourni par l'Université d'Ottawa pour mener à bien ce projet.



# Introduction à l'analyse des dépenses publiques

## 1.1 LA TAILLE ET LA COMPOSITION DES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, nos sociétés ont connu d'importants bouleversements sur les plans économique, politique et social. Les modes de production se sont constamment développés afin de fournir davantage de biens et de services à partir de ressources limitées. La démocratie s'est implantée dans un nombre croissant de pays, permettant ainsi l'expression d'une variété de points de vue sur la place publique. La composition de la famille s'est modifiée, ce qui a mené à une redéfinition du rôle de chacun de ses membres. Ces transformations n'ont pas été sans effet sur les activités de l'État, dont les interventions sont devenues de plus en plus nombreuses et variées au fil des ans, au point où de nos jours sa présence s'étend à tous les domaines d'activités de la société. Cette évolution, nous l'observons tout particulièrement par l'entremise des budgets gouvernementaux, l'utilisation de ressources financières s'avérant être l'un des principaux modes d'intervention des autorités publiques. Par conséquent, une analyse traitant de la taille et de la composition des dépenses publiques constitue un champ de recherche important pour quiconque s'intéresse à l'étude des activités de l'État. Et si les facteurs influençant cette taille et cette composition peuvent être identifiés, alors il est possible de connaître les causes de l'intervention de l'État au sein de la société. Mais avant d'aborder plus en détail l'analyse de ces facteurs, il convient de faire une présentation des principales caractéristiques des finances des administrations publiques.

### 1.1.1 Un regard sur les dépenses publiques à travers le monde

Il n'est pas aisé d'obtenir une description détaillée des finances publiques à l'échelle de la planète, car l'information statistique disponible pour accomplir ce travail n'est que très fragmentaire. Seule la Banque mondiale, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), publie des données relatives à la taille des budgets publics, ce qui permet d'obtenir une vue d'ensemble de la situation. Selon les données présentées par cette source (Banque mondiale, 2003), les dépenses publiques représentaient 25,8 % du produit intérieur brut (PIB) pour l'ensemble des États recensés en 2000. Ce pourcentage n'est cependant pas représentatif de la situation observée dans tous les États. Ainsi, les dépenses publiques correspondaient à 17,6 % du PIB pour l'ensemble des pays considérés à faible revenu par la Banque mondiale (c'est-à-dire dont le revenu national brut, ou RNB, par habitant est inférieur à 735 dollars américains), à 21,4 % pour le groupe des pays à revenu moyen (RNB par habitant qui se situe entre 736 et 9 075 dollars américains) et à 29,8 % pour celui des pays à revenu élevé (PNB par habitant de 9 076 dollars américains et plus). Ces statistiques semblent ainsi indiquer qu'il existe un lien entre le degré de développement économique et le volume des activités de l'État dans la société : les dépenses gouvernementales sont plus élevées pour les pays les plus riches. Cependant, il convient d'employer les données fournies par la Banque mondiale avec quelques précautions. D'une part, elles ne tiennent pas compte des dépenses de tous les pays<sup>1</sup> et, d'autre part, elles sous-estiment le montant réel des budgets publics puisqu'elles n'évaluent que la taille des dépenses des gouvernements centraux<sup>2</sup>.

Une description plus détaillée de l'état des finances publiques peut être présentée pour les principaux pays industrialisés. Grâce aux données publiées par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), nous pouvons estimer plus exactement la taille du secteur public et effectuer des

---

1. Les données publiées pour 2000 traitent des dépenses publiques de 95 pays, soit environ les deux tiers des États membres de la Banque mondiale et du FMI.

2. Cette sous-évaluation est parfois très importante dans les États fédérés. Ainsi, par exemple, les dépenses du gouvernement central (fédéral) canadien représentaient moins de la moitié des dépenses publiques totales du pays au cours des dernières années.

comparaisons entre les États membres de cette organisation<sup>3</sup>. Ainsi, les dépenses gouvernementales de l'ensemble des pays de l'OCDE se chiffraient à 43,6 % du PIB en 2000, en baisse de deux points de pourcentage comparativement à 1999 (45,6 % du PIB)<sup>4</sup>. Comme l'illustre le graphique a) de la figure 1.1, il existe parfois des différences importantes entre les États : pour certains, le budget du secteur public représente plus de 50 % du PIB (République slovaque, Suède, Danemark, France, Autriche<sup>5</sup>), alors que pour d'autres, ce pourcentage est inférieur à 35 % (États-Unis, Irlande, Corée du Sud<sup>6</sup>). Ainsi, il subsiste parfois des différences marquées en matière de dépenses publiques au sein même d'un groupe de pays relativement homogènes (les pays considérés être les plus riches). En ce qui concerne le Canada, la taille de ses dépenses publiques est quelque peu inférieure à la moyenne de l'OCDE (41,0 % du PIB). Il s'agit là d'une situation différente de celle d'il y a dix ans, alors que ce ratio s'élevait à 48,8 % (voir le graphique b) de la figure 1.1), comparativement à 45,6 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutefois, le cas du Canada n'est pas unique : la Nouvelle-Zélande, l'Irlande, les Pays-Bas ont aussi vu une baisse significative des dépenses du secteur public dans leur économie au cours de la dernière décennie<sup>7</sup>.

Une étude publiée récemment (Tanzi et Schuknecht, 2000) présente quelques informations supplémentaires à propos de l'évolution récente des dépenses publiques pour un certain nombre d'États membres de l'OCDE<sup>8</sup>. Les données fournies par le biais de cette étude permettent notamment de constater que la taille des dépenses publiques, mesurée en pourcentage du PIB, a enregistré une forte

---

3. Contrairement aux données de la Banque mondiale, celles de l'OCDE estiment les dépenses publiques totales et non seulement celles des gouvernements centraux et, par conséquent, fournissent une estimation plus juste de la situation.

4. Il s'agit d'une moyenne non pondérée calculée à partir des données publiées par l'OCDE (2003, p. 246). Ce pourcentage ne tient pas compte des dépenses du Mexique, de la Turquie et de la Suisse, pays pour lesquels l'OCDE ne présente aucune estimation.

5. Soit plus exactement 65,4 % en République slovaque ; 57,4 % en Suède ; 54,7 % au Danemark ; 52,5 % en France ; et 52,4 % en Autriche.

6. États-Unis : 33,6 % ; Irlande : 32,0 % ; Corée : 24,4 %.

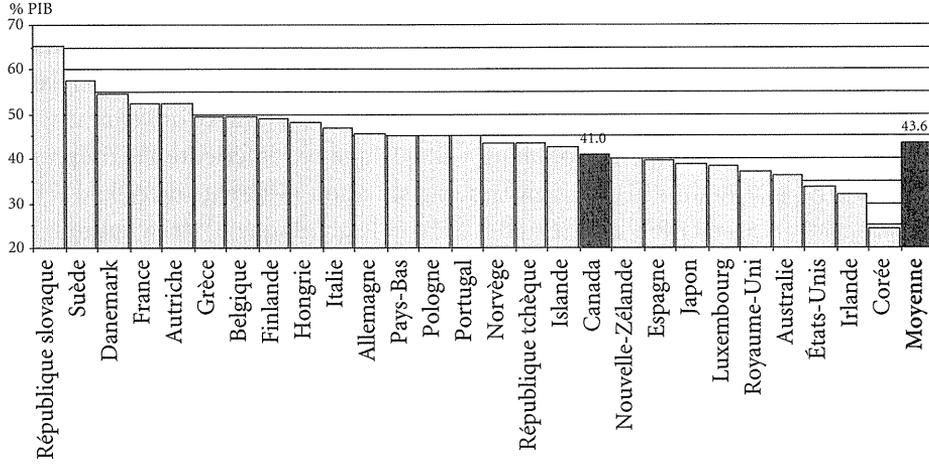
7. Entre 1990 et 2000, les dépenses publiques sont passées de 53,3 % du PIB à 40,2 % en Nouvelle-Zélande, de 43,2 % à 32,0 % en Irlande, de 54,8 % à 45,3 % aux Pays-Bas.

8. Il s'agit des 16 pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. Les données présentées ici sont tirées du tableau 1.1 de cette étude.

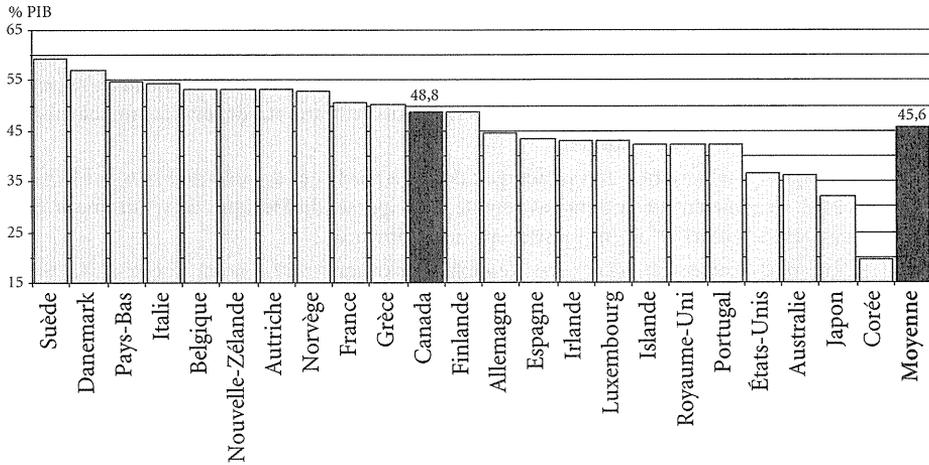
Figure 1.1

Taille des dépenses publiques des pays de l'OCDE,  
en pourcentage du PIB, 1900 et 2000

a) 2000



b) 1990



Source : OCDE (2003, p. 246)

progression durant la majeure partie du vingtième siècle, passant de 19,5 % en 1920, à 23,7 % en 1937, 28,0 % en 1960, 43,4 % en 1980, 44,4 % en 1990 et 46,3 % en 1996. La croissance des dépenses publiques semble avoir été particulièrement élevée durant les années 1960 et 1970<sup>9</sup>. Durant les décennies suivantes, cependant, on note un ralentissement significatif du taux de croissance. Il devient même plus approprié de faire référence à une diminution du ratio des dépenses publiques par rapport au PIB pour certains États. Toutefois, la taille des budgets gouvernementaux a continué d'augmenter durant les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix pour d'autres pays (entre d'autres en Espagne, en France et en Suisse<sup>10</sup>).

Outre la taille, l'analyse de la composition des dépenses publiques permet de connaître davantage la nature des activités gouvernementales. Une étude publiée en 1996 (Hofferbert et Budge) fournit une description de l'évolution des principaux postes de dépenses publiques entre 1950 et 1985 pour dix pays industriels démocratiques<sup>11</sup>. Les principales observations tirées par ces auteurs sont les suivantes : 1) l'allocation des ressources financières de l'État entre les principaux secteurs d'activités a changé « dramatiquement » au cours de la période analysée, ce qui démontre un changement significatif des priorités gouvernementales ; 2) ces changements s'observent tout particulièrement dans les montants alloués aux secteurs de la défense, de l'éducation et de la santé, les budgets des deux derniers secteurs ayant crû substantiellement au détriment du premier ; 3) ces changements de priorité s'observent dans tous les États étudiés ; 4) le processus de réallocation a sans doute cessé à la fin des années soixante-dix ou au début des années quatre-vingts (p. 33). La forte progression des dépenses publiques dites à caractère social, puis leur stabilisation, ont aussi été remarquées par d'autres chercheurs utilisant des données plus récentes (Hicks, 1999 ; Tanzi et Schuknecht, 2000). Est-ce que cette évolution de la taille et de la composition des budgets publics observée pour l'ensemble des pays industrialisés est représentative de la situation de chaque pays ?

---

9. Il aurait été intéressant de connaître la valeur moyenne des dépenses publiques par rapport au PIB pour d'autres années, par exemple pour les années 1950 et 1970, ce qui aurait permis d'obtenir une image plus précise de l'évolution. Malheureusement ni l'étude citée, ni les publications récentes ou passées de l'OCDE, ne fournissent de données relatives à ces années comparables avec des données plus récentes.

10. Le ratio passant de 32,2 % à 43,7 % entre 1980 et 1996 en Espagne ; de 46,1 % à 55,0 % en France ; et de 32,8 % à 39,4 % en Suisse.

11. Il s'agit des pays suivants : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.

Les données publiées par l'OCDE ne sont pas suffisamment détaillées pour fournir une réponse précise à cette question. Il faut donc analyser le cas individuel de chaque État à partir des données transmises par les comptes publics. Au Canada, de nombreuses données sont disponibles, grâce notamment aux enquêtes menées par Statistique Canada.

### 1.1.2 Les dépenses des administrations publiques au Canada

Quels sont les principaux traits relatifs aux finances du secteur public du Canada? L'existence de données statistiques détaillées et couvrant une période de temps relativement longue permet d'effectuer une analyse plus approfondie des dépenses publiques canadiennes, du moins comparativement à celle des dépenses publiques de l'ensemble des pays de l'OCDE. L'une des premières constatations qui se dégage de l'analyse du cas canadien concerne l'évolution de la taille des dépenses gouvernementales enregistrée au cours du vingtième siècle : les sommes dépensées ont augmenté substantiellement durant cette période pour atteindre des montants appréciables de nos jours. Ainsi, le budget total de l'ensemble des administrations publiques canadiennes s'est élevé à 422 656 millions de dollars pour l'année 2000, ce qui représente 39,3 % du PIB national<sup>12</sup>. À titre indicatif, soulignons que les dépenses totales du secteur public canadien se chiffraient à 31 millions de dollars en 1870, soit environ 7 % du PNB (Bird, 1970, p. 13).

Les activités financées par le secteur public sont très diversifiées, allant du soutien à la création d'emplois au développement des industries culturelles, en passant par la gestion des tribunaux et des corps policiers, la protection de l'environnement, la mise en place de réseaux d'aqueducs, la réglementation du transport, la formation scolaire et professionnelle, etc. Toutefois, malgré cette variété, certains

---

12. En 2000, le PIB canadien s'élevait à 1 076 milliards de dollars (Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux*, catalogue n° 13-213, aussi disponible dans CANSIM II, tableau 3840002). À moins d'indication contraire, toutes les données relatives aux dépenses publiques canadiennes proviennent de Statistique Canada. Une description détaillée des enquêtes menées par cette dernière est fournie à l'annexe 1. Toutefois, soulignons dès maintenant que si les séries de données actuellement disponibles se terminent en 2002, les données les plus récentes (celles des quatre dernières années, soit de 1999 à 2002) ne sont que des estimations appelées à être révisées au cours des prochaines années. En 1998, année la plus récente dont les données sont considérées être définitives, les dépenses des administrations publiques canadiennes se sont chiffrées à 387 438 millions de dollars, soit 42,3 % du PIB (lequel s'établissait à 915 milliards de dollars).